

Cotisations à l'assurance-chômage

État au 1^{er} janvier 2025



En bref

L'assurance-chômage (AC) est une assurance sociale obligatoire en Suisse, au même titre que l'assurance-vieillesse et survivants (AVS).

Tous les salariés affiliés à l'AVS ainsi que leurs employeurs ont l'obligation de cotiser à l'AC. Le salarié et son employeur paient chacun la moitié des cotisations.

Sont dispensés de payer des cotisations :

- les membres de la famille de l'exploitant qui travaillent dans l'entreprise agricole et sont assimilés à des personnes de condition indépendante en vertu de la loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture ;
- les salariés, dès la fin du mois au cours duquel ils ont atteint l'âge de référence ;
- les employeurs qui versent un salaire aux personnes mentionnées ci-dessus ;
- les salariés assurés à titre facultatif ;
- les chômeurs, pour les indemnités de chômage considérées comme un salaire au sens de l'AVS.

Le présent mémento s'adresse aux employeurs et aux salariés.

Cotisations

1 Quel est le taux de cotisation à l'AC ?

Jusqu'à un montant annuel maximal de 148 200 francs, le taux de cotisation à l'AC est de 2,2 % du salaire annuel déterminant. Cette limite s'applique à chaque contrat de travail. Depuis le 1^{er} janvier 2023, aucune cotisation à l'AC ne sera plus prélevée sur la part du salaire dépassant ce montant.

Décompte annuel

2 Comment les cotisations sont-elles calculées si la personne salariée travaille toute l'année ?

Le total des cotisations AVS, AI, APG et AC équivaut à 12,8 % du salaire annuel jusqu'à un montant maximal de 148 200 francs. Sur la part du salaire dépassant cette limite, des cotisations AVS, AI et APG sont prélevées à hauteur de 10,6 %. La personne salariée et l'employeur paient chacun la moitié des cotisations.

3 Comment les cotisations sont-elles calculées si la personne salariée ne travaille qu'une partie de l'année ?

Pour déterminer les cotisations dues à l'AC sur le salaire si la personne a été occupée moins d'une année, on calcule le montant maximal, pour la période concernée, du salaire soumis au taux de cotisation de base. Tout d'abord, pour obtenir la limite journalière, on divise la limite annuelle (148 200 francs) par 360 jours.

On multiplie ensuite le résultat obtenu par le nombre de jours d'occupation, qui se calcule sur la base des dates d'entrée et de départ, samedis et dimanches compris. On compte 30 jours par mois.

La personne salariée et l'employeur paient chacun la moitié des cotisations.

4 Exemple : cotisations pour une activité exercée durant une partie de l'année seulement

Une personne a travaillé du 15 avril au 29 décembre, soit 255 jours en tout (7 mois pleins à 30 jours, 16 jours en avril et 29 jours en décembre).

Pour cette période, elle a touché un salaire de 116 200 francs. Ce montant est supérieur au plafond de 104 975 francs, calculé de la manière suivante : $(148\,200 \text{ francs} \div 360 \text{ jours}) \times 255 \text{ jours}$. Les cotisations à l'AC ne sont donc versées que sur la part de salaire comprise dans ce plafond (et non sur les 11 225 francs qui dépassent ce montant).

| Cotisations à l'AVS, à l'AI, aux APG et à l'AC | | |
|--|-----|-----------|
| 12,8 % de 104 975 francs | CHF | 13 436.80 |
| 10,6 % de 11 225 francs | CHF | 1 189.85 |
| Cotisations totales | CHF | 14 626.65 |
| Montant dû à parts égales par la personne salariée et par l'employeur | CHF | 7 313.35 |

Décompte mensuel

5 Comment les cotisations sont-elles calculées en cas de décompte mensuel ?

En cas de décompte mensuel du salaire, on applique provisoirement le montant maximal mensuel équivalant au douzième du montant maximal annuel. Le total des cotisations AVS, AI, APG et AC équivaut à 12,8 % pour les revenus mensuels allant jusqu'à 12 350 francs. Sur la part du salaire dépassant ce montant, des cotisations AVS, AI et APG sont prélevées à hauteur de 10,6 %. La personne salariée et l'employeur en paient chacun la moitié.

6 Comment s'effectue le décompte ?

Les cotisations étant fixées sur la base du gain extrapolé pour une durée d'occupation d'une année entière, vous devez, en tant qu'employeur, établir le décompte définitif au plus tard à la fin de l'année ou lors de la dissolution des rapports de travail. Les cotisations payées sont alors comparées aux cotisations dues. Si des différences apparaissent, vous pouvez verser le montant correspondant à la caisse de compensation par mensualités, mais vous devez le régler au plus tard lors du décompte de clôture.

Pour les salariés occupés moins d'une année, vous pouvez appliquer le montant maximal au prorata de la durée d'occupation (voir ch. 3).

Décompte entre l'employeur et la caisse de compensation

7 Comment dois-je décompter les cotisations AC ?

En tant qu'employeur, vous versez à votre caisse de compensation les cotisations AC déduites des salaires et vos propres cotisations en même temps que les cotisations AVS/AI/APG. Vous pouvez obtenir les formulaires de décompte directement de votre caisse de compensation. Aucun frais administratif supplémentaire n'est prélevé pour le décompte des cotisations AC.

8 Dois-je payer les cotisations AC en cas de réduction de l'horaire de travail ou d'interruption du travail en raison d'intempéries ?

Oui. Même en cas de réduction de l'horaire de travail ou d'interruption du travail en raison d'intempéries reconnue par l'AC, vous devez, en tant qu'employeur, acquitter les cotisations complètes et les primes de l'assurance-accidents obligatoire correspondant à l'horaire de travail normal, soit sur 100 % du salaire. Vous pouvez continuer à déduire du salaire la part de cotisations due par le salarié. Les cotisations patronales que vous payez durant les interruptions de travail vous seront bonifiées par la caisse de chômage.

9 Qui est responsable de l'exactitude du décompte ?

C'est à l'employeur qu'il incombe de verser le montant correct des cotisations à l'AC. Si vous omettez de retenir ces cotisations sur les salaires de votre personnel, vous devez vous attendre à devoir les payer vous-même, en plus des cotisations patronales. Les caisses de compensation contrôlent la perception et le versement des cotisations.

10 Qui paie les cotisations, lorsque l'employeur n'est pas tenu de le faire ?

Si l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations, c'est au salarié qu'il incombe de payer l'intégralité de la cotisation AC. Celle-ci lui est facturée par la caisse de compensation en même temps que les cotisations AVS, AI et APG.

Renseignements et autres informations



Ce mémento ne fournit qu'un aperçu général. Pour le règlement des cas individuels, seule la loi fait foi. Les caisses de compensation et leurs agences fournissent volontiers tous les renseignements utiles. Vous trouverez la liste complète des caisses de compensation sur le site www.avs-ai.ch.

Pour toute information sur les prestations de l'assurance-chômage, vous pouvez vous adresser aux caisses d'assurance-chômage ou au Secrétariat d'État à l'économie (SECO), www.seco.admin.ch.

Publié par le Centre d'information AVS/AI en collaboration avec l'Office fédéral des assurances sociales.

Édition novembre 2024. Toute reproduction, même partielle, n'est autorisée qu'avec l'accord écrit du Centre d'information AVS/AI.

Ce mémento peut être obtenu auprès des caisses de compensation et de leurs agences, ainsi qu'auprès des offices AI. N° de commande 2.08/f. Il est également disponible sous www.avs-ai.ch.